

CONFÉRENCE DES EVÊQUES DU TOGO :

L'église catholique définitivement déchirée par la crise politique?



P.3

EN CAMPAGNE DE RIPOSTE CONTRE LA COVID-19 AU TOGO :

"Operation Lift-Up" fait don de 11.400 cache-nez aux élèves du septentrion

P.6



A droite, le représentant de l'association Opération Lift Up, Manzami-Esso Donso

IMMINENTE CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19 :

Les vaccins Pfizer et Astrazeneca retenus au Togo

*Effets secondaires non dangereux



POLITIQUE

P.3

TOGO / GUINÉE - CORRUPTION :

Bolloré... Du sublime au ridicule !



Vincent Bolloré

SYNDICALISME

P.2

SET ET PROJET DE RELECTURE

DU CODE DE TRAVAIL :

La coïncidence ne rassure pas...



Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique.

SOCIAL

P.2

ACTION SOCIALE :

QEWFA-Togo : symbole de l'eau et de l'éducation pour tous !



L'eau, source de vie !

SET ET PROJET DE RELECTURE DU CODE DE TRAVAIL : La coïncidence ne rassure pas...

Alors que l'application du statut particulier des enseignants piétinait depuis quelques années malgré les annonces de bonne volonté du gouvernement, apparu en fin d'année 2020, le Syndicat des Enseignants Togolais (SET) s'était juré de faire appliquer dans de brefs délais lesdites promesses. Entre irrégularités administratives relevées dans la création du SET et des procédures judiciaires lancées par le gouvernement à l'encontre de l'organisation syndicale, les choses sont allées très vite malgré les indignations de la société civile dénonçant une manœuvre gouvernementale visant à en découdre avec les libertés syndicales. Mais, le gouvernement est allé plus loin, mettant en place un projet de relecture du nouveau code du travail, validé à l'assemblée nationale seulement en décembre 2020. Un rétropédalage qui suscite moult interrogations.

En conseil des ministres, le gouvernement togolais a annoncé une relecture du nouveau code du travail. L'initiative selon les sources officielles, vise à promouvoir davantage le dialogue social et l'esprit de compromis au sein des entreprises ou secteurs d'activités. "De plus, elles favorisent le développement d'un syndicalisme plus responsable afin de préserver les droits des salariés, l'activité économique et les emplois", a précisé Ayewouadan Akodah, ministre de la communication

et des médias.

Aussi, le gouvernement estime qu'il y a "une confusion aujourd'hui et qui mérite d'être aplanie. Les syndicats ont pendant longtemps été confondus à des associations. Il est important de clarifier ce point-là afin que la question syndicale, l'exercice même de la liberté syndicale se fasse dans un cadre clair, accessible et précis pour tous les acteurs". Alors, se demandent beaucoup, pourquoi tous ces aspects ont-ils pu échapper aux mises à jour validées seu-

lement en décembre 2020 portant nouveau code du travail à l'assemblée nationale ?

Le SET aurait-il mis la puce à l'oreille du gouvernement ?

Tout porte à croire que certains aspects auraient échappé au contrôle administratif lié à l'enregistrement du dossier du SET. Une déduction logique, à en croire la sortie du ministre d'Etat, ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, Payadowa



Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique

Boukpepsi, qui avait vite fait de prononcer l'annulation du numéro d'enregistrement du Syndicat des enseignants du Togo, pendant que la justice multipliait des convocations à l'endroit des responsables du syndicat déjà déstabilisé par des arrestations musclées au grand mécontentement d'autres organisations syndicales et de la société civile.

Quand on regarde ce qui s'est passé avec les réformes opérées sur la loi portant organisation des manifestations publiques, il y a de quoi s'inquiéter. Depuis ces fameuses réformes, les Togolais ont du mal à se remémorer à quand remonte la dernière manifestation publique non interdite au

Togo.

Pas de panique, rassure la Coordination des centrales syndicales du Togo (CCST)

Selon Ephrem Mokli Tsikplonou, porte-parole de la CCST, rien n'est à craindre pour l'instant en ce qui concerne les visées du gouvernement quelles que soient leurs portées. Ce leader d'opinion explique que le Conseil national du dialogue social (CNDS) qui devrait impérativement accompagner une quelconque modification significative du code de travail, est composée de trois parties dont la CCST, le patronat et le gouvernement.

Ainsi, le gouvernement ne pourra à lui seul mener son projet de réformes à terme.

" Au niveau des organisations syndicales des travailleurs, nous gardons notre calme. Parce que nous savons que le monde syndical est l'une des institutions les plus organisées. Le code du travail vient d'être adopté. La loi est là. Mais en moins de 2 mois, il parle de modification de cette loi. Nous, nous avons pris ça sportivement. La semaine prochaine, il y aura conseil national du dialogue social où nous allons discuter de la chose pour mieux comprendre de quoi il s'agit ", rassure le porte-parole de la CCST en expliquant: " le gouvernement a pensé à quelque chose. Il est l'un des partenaires parce que c'est le tripartisme qui est respecté au niveau du dialogue social, il y a le gouvernement, les employés et les employeurs. Le gouvernement est dans son rôle, si vous avez suivi très bien le communiqué, il est dit que le gouvernement fera des propositions. Donc ce ne sont que des propositions " Si l'homme soutient qu'il y a des fondamentaux qui ont été adoptés, et qui réglementent la constitution des organisations syndicales, reste tout de même à porter la réserve que le gouvernement reste le gouvernement et dispose des moyens d'Etat pour réformer. En tout cas, "wait and see !"

Alo Lemou

ACTION SOCIALE :

QEWFA-Togo : symbole de l'eau et de l'éducation pour tous !

Créée en octobre 2018, elle fait partie de ces organisations de la société civile qui œuvrent inlassablement pour le bien-être des populations à la base à travers moult activités sans tintamarre. L'association " QUALITY EDUCATION & WATER FOR ALL - TOGO en abrégé Q.E.W.F.A.-Togo puisque c'est d'elle qu'il s'agit, a décidé de faire de son cheval de bataille, l'accès facile à l'éducation et à l'eau potable des zones rurales enclavées où l'eau de boisson n'est plus un luxe. Lumière sur cette association qui à partir de rien, veut réécrire l'histoire des plus délaissés de la société.

" En plein 21ème siècle, c'est extrêmement grave que des élèves ne puissent pas avoir un accès facile à l'éducation et que des ménages en milieu rural ne puissent pas avoir ne serait-ce que de l'eau potable. Ce sont des besoins les plus fondamentaux de l'être humain pour lesquels nous allons nous battre afin que nos jeunes frères et sœurs puissent en bénéficier. C'est leur droit le plus absolu ". Ainsi, s'exprimait Akato Yao Sitsopé, président de l'association QEWFA-Togo au cours de l'assemblée générale constitutive de l'association il y a deux ans. Ceci pour dire que le travail à faire est immense et qu'il va falloir mettre la main à la poche et à la pâte si nous voulons changer la vie de nos communautés de base.

" Nous sommes conscients que le gouvernement fait de son mieux pour nos populations, mais beaucoup reste à faire. Et c'est notre responsabilité d'apporter notre pierre à la construction de la cité commune, car l'Etat à lui seul ne peut pas tout faire et satisfaire tout le monde



Akato yao sitsopé, président qewfa sur un site de forage

", a reconnu M. Bokon.

Conscient que l'éducation pour tous est la base du développement de toute nation qui ambitionne atteindre l'émergence, les premières actions de l'association en fin 2018 ont eu pour cibles les tous petits des zones rurales de la région maritime de notre pays. Il s'agit des villages de Katoè et d'Agotimékopé dont près de quatre cent enfants ont bénéficié de dons de fournitures scolaires et de chaussures.

Quelques mois plus tard, l'association s'est lancée dans la sensibilisation sur l'importance

de l'éducation en général, et en particulier celle de la jeune fille dans le contexte africain ; une sensibilisation qui a permis à l'association de sillonner plusieurs villages du sud Togo avec un seul message : " Chers parents, envoyez vos enfants à l'école pour qu'ils soient des modèles et sortent vos familles de la pauvreté ! ". Une sensibilisation qui visiblement a commencé par porter des fruits au vu de la régression des cas d'abandon des études scolaires dans nombre de villages sensibilisés.

Après les victoires d'étape de

la première phase de sa vision, la seconde phase a été enclenchée. Ainsi, l'association a commencé le périple de la sensibilisation des zones rurales sur l'importance de consommer l'eau potable. Débutée dans le village de Fongbé Zogbédi située dans la préfecture de Zio au Togo, les séances de sensibilisation se sont poursuivies dans les villages de Kpimé-Kopégan, Katoè et Avétonou et bien d'autres.

Joignant l'acte à la parole, l'association QEWFA est passée à la phase pratique de ses projets le 5 janvier dernier à travers la construction de forages. La zone pilote choisie pour cette nouvelle phase est le village de Katoè situé dans la préfecture de l'Avé où l'eau potable est une véritable denrée rare avec les corolaires de difficultés que cela engendre. Prévu pour une durée d'exécution de 4 mois, les travaux de ce premier forage seront réceptionnés en avril prochain, suivi de la construction d'autres forages dans plusieurs villages.

" Notre ambition est de doter une dizaine de village cette année en forage d'eau potable, tant que les moyens seront à notre portée, car l'eau c'est la vie ", déclarait à l'occasion sur une note d'espoir, le président de l'association QEWFA.

Francis Parreira

CONFÉRENCE DES EVÊQUES DU TOGO :

L'église catholique définitivement déchirée par la crise politique?

Du cinglant courrier de Monseigneur Philippe Kpodzro en date du 18 janvier dernier, et de la réponse des prélats un mois et demi plus tard, on peut retenir que les cadres de l'Eglise catholique n'ont pas réussi à apaiser le cœur de leur aîné. Dans le communiqué sanctionnant la première session ordinaire de l'année 2021, la Conférence des Evêques du Togo (CET) semble privilégier le silence, les prières et la culture des bonnes relations avec Mgr Kpodzro. Ce dernier était pourtant engagé pour la vérité à tout prix de la part de son fils Barrigah Nicodème, accusé d'être envoyé par le parti au pouvoir chez la Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) pour un deal.



Mgr Philippe Kpodzro



Mgr Nicodème Barrigah

Si le clergé, l'opinion et autres critiques ont pris les premières accusations de Mgr Kpodzro pour les délires d'un vieux prélat, ce dernier dans son courrier public du 18 janvier a mis la barre haute. "Pourquoi devrais-je mentir pour te faire du mal ?", interroge l'ancien archevêque à l'endroit de Monseigneur Nicodème Barrigah.

"Voudras donc tu insinuer que je serais en train de mentir dans ton compte en affirmant que tu as envoyé feu le Père Etienne Amouzou

me porter la lettre dans laquelle tu m'informais du rôle de médiateur dont t'aurait chargé le pouvoir sortant de Faure Gnassingbe, par l'intermédiaire de Gilbert Bawara et l'ancien ambassadeur Français au Togo, Marc VIZI, en vue de trouver une sortie de crise amiable au contentieux post-électoral né des résultats controversés du scrutin du 22 février 2020 ?", persistait Mgr Kpodzro. Le patriarche avait par moult démonstrations soutenu sa thèse, appelant Mgr Barrigah à se faire violence pour la manifestation de la vérité. Cette lettre avait également sonné la fin de la récréation à tous les autres prêtres qui prenaient la défense de l'archevêque métropolitain de Lomé, lui terré dans un silence retentissant.

Choqués des "accusations et diffamations" du confrère aîné

A travers le communiqué de la CET, les prélats s'estiment diffamés par les accusations de la DMK et précisément celles de leur aîné Kpodzro.

Ils répondent par la même version selon laquelle l'archevêque de Lomé aurait été "approché le 07 avril 2020 par un membre de la DMK pour solliciter une intervention en vue d'éviter une arrestation de M. Agbeyomé Kodjo". L'organisation regrette que cette démarche à laquelle Mgr Barrigah a accédé finisse par être interprétée comme si ce dernier aurait été envoyé par Faure Gnassingbé pour négocier un deal pour que la DMK renonce à la contestation électorale.

Les évêques restent convaincus que le silence est d'or et que le dialogue constitue la voie royale de la paix, ils ont invité l'archevêque de Lomé à continuer, comme il le fait déjà, d'éviter toute intervention sur les médias et les réseaux sociaux à ce propos." Par ailleurs, les prélats se disent choqués par les messages de leur confrère et aîné dans l'épiscopat Monseigneur Kpodzro, au sujet de Mgr Barrigah sur les réseaux sociaux". Ils exhortent ce dernier à

garder contact personnel avec son aîné dans l'épiscopat Mgr Kpodzro et qu'il cherche par tous les moyens à cultiver le dialogue.

Alors que les vrais instigateurs de la crise politique sont passés à d'autres priorités depuis lors, l'église se retrouve au carrefour des haines et malentendus. Dès lors, la CET invite les Togolais à la retenue et à la culture de la paix. "Aucune parole mauvaise ne doit sortir de votre bouche; mais s'il en est besoin, que ça soit une parole bonne et constructive, profitable à ceux qui vous écoutent" (Ephésiens 4,29); c'est avec ce passage biblique que la CET exhorte le

peuple à se garder des médisances.

Vérité mise sous cap?

Quid de la vérité, s'interroge-t-on depuis le début de ce feuilleton entre prélats. Au-delà des attitudes religieuses, la question de la lutte politique pour l'alternance revêt une importance pour une bonne partie des Togolais qui se trouve dès lors bernée de tous les côtés, que ce soit l'opposition, la société et finalement l'église où les mêmes démons de la discorde et des secrets prennent le dessus de la vérité. A cette allure, y aurait-il une lueur d'espoir? La question pend!

De l'autre côté, la Conférence des Evêques du Togo manifeste sa reconnaissance au gouvernement pour la gestion de la crise de la Covid-19 et surtout la réouverture partielle des églises sur l'ensemble du territoire. Néanmoins, la CET plaide pour la réouverture totale des églises. Préoccupée par l'augmentation des cas de contamination de la Covid-19, elle invite les populations à davantage de respect des mesures barrières et le gouvernement à donner davantage d'explications pour susciter l'adhésion des populations au vaccin annoncé.

N.L.



Récépissé N° 0469/21/01/13
Edité par CANAL D GROUP
RCCM N°TG-LOM 2016 B 1587
02BP 20370 Lomé 02 Lomé Cité
Tel : (00228) 91 42 55 00/
98 67 08 37

Email : journalcanal.d@gmail.com
Caser Maison de la Presse : N°19
Siège: Agoè-Assiyéyé, Von face à la micro finance COCEC (station Yat&Co), en face de l'EPL Salomon.

Directeur de Publication

POLORIGNI Jean Legrand

Rédaction

Etienne Pamessam, Francis Parreira, A. Lèmou

Infographie :

Canal D Communication

Imprimerie: SDR

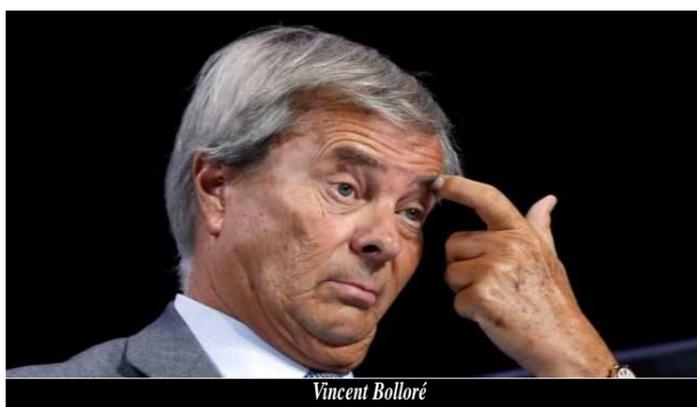
TOGO / GUINEE - CORRUPTION :

Bolloré...Du sublime au ridicule !

C'est l'histoire d'une faute avouée qu'on refuse de pardonner à moitié comme le stipule la sagesse. Vincent Bolloré, seigneur des ports africains languissant sous le poids d'interminables procédures judiciaires pour corruption en Afrique devant la justice dans sa France natale, a fini par s'avouer coupable au tribunal de Paris ce 26 février 2021. Malheureusement pour lui, le tribunal a rejeté son appel à négociation (plaider-coupable), ordonnant un procès en bonne et due forme, selon un communiqué divulgué par les médias français. Est-ce la fin d'un lion qui aura écrasé pendant des décennies tous ses concurrents sur les marchés portuaires africains ?

Poursuivi par la justice et mis en examen à plusieurs reprises en France pour corruption d'agent public à l'étranger et abus de confiance et complicité d'abus de confiance entre 2009 et 2011, le géant de la manutention des ports africains, Bolloré SE était soupçonné d'avoir financé la campagne pour la réélection des présidents Faure Gnassingbé au Togo et Alpha Condé en Guinée.

C'est précisément sur les cas du Togo où après la réélection en 2010 de Faure Gnassingbé que le breton et sa société Bolloré SE ont obtenu la prolongation pour 35 ans de son hégémonie au Port Autonome de Lomé en plus d'avantages fiscaux selon les médias français. Si les dirigeants togolais via des ministres et autres membres du gouvernement ont eu à rejeter ces accusations en



Vincent Bolloré

bloc, c'est à la surprise générale que dans la journée du 26 février, les médias ont annoncé le plaider-coupable de Vincent Bolloré. Si le Procureur Financier de Paris avait misé sur l'accord par lequel l'homme devrait verser 375.000 euros en contrepartie d'un assainissement de son casier judiciaire, l'accord n'a pas été validé par la juge.

Il aurait été clairement établi au cours de l'enquête que via son groupe de médias,

Bolloré avait payé 370 000 euros (environ 243 millions de FCFA) de dépenses de communication pour la réélection du président togolais Faure Gnassingbé, afin d'obtenir des contrats et avantages fiscaux sur le port de Lomé. Un crime qui devait être expié par un accord judiciaire rejeté en bloc par la juge, réclamant un procès complet car considérant que les faits reprochés avaient " gravement porté atteinte à

l'ordre public économique " et " à la souveraineté du Togo ".

Réputation sulfureuse dans l'opinion africaine, amis des chefs d'Etat et accompagnateurs d'éléphants blancs

Vincent Bolloré et sa proximité avec les chefs d'Etat africains avait fini par lasser les populations fatiguées des discours, projets, financement et rapports élogieux alors que la réalité était marquée par des déceptions.

De l'accident du train au Cameroun avec des centaines de victimes et rechignassions de Bolloré dans la procédure de réparation, la réputation du breton avait fini par prendre un coup sérieux dès lors que par son amitié avec les chefs d'Etat africains, il s'offrait curieusement tous les beaux et juteux marchés au détriment de ses concurrents par-

fois eux aussi français.

Au Togo, on se rappelle encore de ce ridicule mensonge d'Etat en 2014, quand à bord d'un vieux train retapé, Vincent Bolloré et Faure Gnassingbé présentaient le projet " Blue Line " qui devrait permettre aux togolais de voyager en train. Une parade aujourd'hui qualifiée de " mensongère " orchestrée par deux personnalités non des moindres à la veille de l'élection présidentielle de 2015. Plus de 5 ans après, aucune once de train, aucune communication pour situer l'opinion sur cette fameuse " réalisation " puisqu'à bord de " cette occasion peinturée de train ", Faure Gnassingbé et Vincent Bolloré avaient siroté du champagne pendant le court temps de trajet entre la gare centrale au quartier administratif jusqu'à Agoè Cavavéli au niveau de la Blue Zone.

Pendant que Dakar, Abidjan, Abuja et même Accra annoncent les premiers trains à grande vitesse pour booster les transports dans ces pays respectifs, le train de Bolloré annoncé depuis 2014 ne sera plus qu'un "éléphant blanc" dans la mémoire des Togolais.

Rattrapé par la justice de son pays devant laquelle Bolloré plaide coupable de corruption au Togo, l'homme n'est pas à bout de ses peines et devra affronter un procès en bonne et due forme alors que du côté de Lomé, le gouvernement se refuse tout commentaire sur le sujet. Contacté par un média français, le ministre de la communication et des médias du gouvernement togolais, Akodah Ayéwouadan, dit se réserver de tout commentaire sur une affaire en cours devant la justice dans un pays étranger.

C'est clair que la traine de Bolloré devant la justice française va soulever une montagne de poussière dans les pays africains quoique ceux-ci restent en bonne odeur avec l'Elysée qui semble vouloir en découdre avec le milliardaire qui a pourtant dressé le drapeau français en territoires africains avec dans la foulée, de belles retombées financières dans le trésor français.

ENERGIE :

Un regain d'intérêt soudain à la technologie nucléaire

Le Togo travaille depuis 2020 à la mise en place d'une stratégie nationale sur le nucléaire. Depuis la signature d'un accord de coopération technique couvrant une durée de 5 ans, avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), le pays travaille progressivement à la mise en place d'une politique nucléaire. Quelques mois après l'adoption d'une loi sur l'utilisation pacifique du nucléaire (juin 2020), une réglementation du nucléaire a vu le jour. D'aucuns se demandent quelles peuvent être les motivations d'un tel regain d'intérêt sur l'énergie nucléaire de plus en plus redoutée pour ses effets néfastes à travers le monde.



Des turbines nucléaires

Si l'énergie nucléaire est principalement utilisée pour produire de l'électricité, elle peut également être appliquée dans les secteurs comme la santé, l'agriculture, l'armement, l'environnement etc... L'énergie nucléaire appliquée à la production de l'électricité est moins polluante d'une façon directe, moins coûteuse et plus disponible, selon les experts.

Mais, les mauvaises expériences ou accidents nucléaires ayant causé des maladies ou des décès par contamination radioactive sont l'objet de peur poussant l'humanité à l'extrême prudence ou à la méfiance vis-à-vis de la technologie nucléaire liée à l'électricité et à l'armement. C'est également l'objet de toutes les curiosités au Togo, depuis que le gou-

vernement enchaîne des dispositions liées à la mise en place d'une politique nucléaire.

En effet, le nucléaire revêt d'avantages particuliers dans presque tous les domaines, notamment l'agriculture, la santé, l'armement, la santé, l'énergie etc. Au Togo, la question d'enrichissement de l'uranium à des fins énergétique et militaire n'est pas au programme.

Une possibilité de riposte contre le cancer

Alors que plus de 3 000 Togolais sont morts de cancer en 2020, la technologie nucléaire appliquée à la médecine apparaît comme une alternative sérieuse pour le diagnostic précis et le traitement des cas de cancer. Le nucléaire " représente une opportunité pour le Togo de proposer une solution aux patients souffrants de cancer ", selon le gou-

vernement. Notons que les applications médicales de la technologie nucléaire sont utilisées dans le monde entier. Chaque année, environ 30 millions de personnes sont diagnostiquées ou traitées par la médecine nucléaire pour 60 maladies différentes. Et ces chiffres ne font qu'augmenter. Les applications médicales de la technologie nucléaire sont répandues dans la cardiologie, neurologie, pneumologie, pédiatrie, dentisterie et médecine vétérinaire.

Le Togo mise sur l'utilisation des rayonnements ionisants dans le cadre de la radiothérapie, pour le traitement des cancers. Selon les experts, cette méthode revêt d'une grande précision dans le diagnostic et le traitement médical de cancers et autres maladies. A l'étape du diagnostic, des caméras peuvent suivre les radioisotopes dans le corps humain. Les médecins peuvent ainsi " jeter un coup d'œil " dans notre corps, sans qu'aucune intervention chirurgicale ne soit nécessaire. De cette façon, ils peuvent détecter de nombreuses maladies à un stade précoce, là où d'autres examens échouent.

A.L.

Noël A.

IMMINENTE CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19 :

Les vaccins Pfizer et AstraZeneca retenus au Togo

*** Effets secondaires non dangereux**

Au regard de l'évolution de la pandémie sur le sol togolais, 121 nouveaux cas ont été confirmés dont 51 femmes le 27 février 2021, selon le dernier bilan officiel. Les malades sont dans la tranche d'âge de 4 et 85 ans, portant le nombre de cas à 6 851 le total de cas cumulés depuis le premier cas de Covid-19 au Togo en mars 2020. Le bilan s'alourdit de plus en plus même si les guérisons sont toujours largement au-dessus des cas complexes. A ce jour, le Togo compte au total 5 599 patients guéris de Covid-19 alors que le nombre de cas actifs est passé 1 169. Un nouveau décès vient porter à 83 le bilan global des patients décédés de Covid-19 en un an. C'est dans cette dynamique que le Togo a décroché ses premières doses de vaccin (Pfizer et AstraZeneca) destinées au personnel de la santé en première ligne et aux personnes à haut risque de la région sanitaire du Grand Lomé.

Pour faire face à la pandémie liée au Covid-19, le Togo, tout comme les autres pays de la sous-région a adhéré à la plateforme COVAX en juillet 2020 et participe activement aux discussions sur le processus de développement et d'acquisition du vaccin afin de protéger ses populations. C'est en effet le succès de cette collaboration qui dote le pays de ses premières doses de vaccin que les populations cibles prioritaires devront dans les prochains jours.

Dans un concept mondial

marqué par les nouvelles variantes du virus de la Covid-19 et la course aux vaccins, le gouvernement travaille à permettre au plus grand nombre possible de Togolais d'être vaccinés le plus rapidement possible contre la Covid-19 tout en veillant à ce que les populations à haut risque soient prioritaires.

Organisation technique des campagnes de vaccination au Togo

Selon les sources officielles, les vaccinations vont couvrir l'ensemble du terri-

toire national chacun recevra deux doses d'un même vaccin dans l'intervalle de 28 jours minimum. Pfizer et AstraZeneca sont les vaccins actuellement disponibles et le gouvernement est en négociation avec les autorités russes pour obtenir le vaccin Sputnik. Les deux vaccins actuellement disponibles sont cependant homologués par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Effets secondaires

Quoique ce soient deux vaccins qui sont annoncés,



des précisions sur de probables effets secondaires ne concernent que l'AstraZéneca. L'expérience acquise jusqu'ici indique que le vaccin AstraZéneca aura les mêmes effets que la plupart des autres vaccins. Ces effets durent généralement en quelques jours et consistent en de douleurs au site d'injection avec rougeur, induration, prurit, douleur, céphalé, nausées, fatigues, arthralgie, diarrhée, arthromyalgie.

"Aucun effet indésirable post vaccinal grave n'a été observé", signale le gouvernement. "Des médicaments tels que le paracétamol peu-

vent être administrés pour la douleur ou la fièvre après la vaccination si nécessaire", précise-t-on.

Les premières vaccinations contre la Covid-19 au Togo vont concerner très concrètement:

Le personnel de santé de première ligne composé de : le personnel des centres de traitement Covid-19 ; personnel des laboratoires de diagnostic Covid-19 ; personnel chargé de la surveillance et de l'investigation ; personnel de structures sanitaires publiques, confessionnelles et privés ; personnel soignant des Forces Armées Togolaises (FAT) ; personnel soignant des entreprises ; personnel des officines de pharmacie ; personnel des points d'entrée (aéroport, port, ..) ; les agents de santé communautaires ; les apprenants des écoles de formation de santé.

Les personnes à haut risque de la région sanitaire du Grand Lomé composées des : Personnes âgées de 50 ans et plus ; les personnes de moins de 50 ans qui ont des conditions sous-jacentes (affections chroniques et autres facteurs de risque) qui les exposent à un risque de décès plus élevé ; les détenus, déplacés/réfugiés.

Pour atteindre les cibles, la campagne sera organisée à des endroits fixes tout comme des stratégie de vaccination avancée et mobile pour aller vers les profils qui nécessitent ces approches. Les dates des vaccinations seront également annoncées au moment opportun.

Covax, l'espoir de la vaccination dans les pays en voie de développement

Dans le cadre de la pandémie actuelle qui se propage rapidement, personne ne sera en sécurité tant que le monde entier ne le sera pas. L'axe de travail vaccins de l'Accélérateur ACT, dirigé par la CEPI l'Alliance GAVI et l'OMS, permet d'accélérer la recherche d'un vaccin efficace dont tous les pays pourront bénéficier. Parallèlement, cet axe de travail contribue au développement des capacités de fabrication et à l'achat de fournitures, à l'avance, afin que 2 milliards de doses puissent être distribuées équitablement d'ici la fin 2021.

Le COVAX est l'axe de travail vaccins du dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19

Le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) est une nouvelle collaboration

mondiale novatrice visant à accélérer la mise au point et la production de produits de diagnostic, de traitements et de vaccins contre la COVID-19 et à en assurer un accès équitable.

Le COVAX est co-dirigé par l'Alliance Gavi, la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) et l'OMS. Son objectif est d'accélérer la mise au point et la fabrication de vaccins contre la COVID-19 et d'en assurer un accès juste et équitable, à l'échelle mondiale.

La mise au point d'un vaccin contre la COVID-19 constitue le défi le plus urgent de notre temps, et nous n'y parviendrons qu'en unissant nos efforts.

La pandémie mondiale a déjà causé des centaines de milliers de décès et perturbé la vie de milliards de personnes. Outre une réduction du nombre tragique de décès et une maîtrise de la pandé-

mie, l'introduction d'un vaccin permettra également d'éviter des pertes s'élevant à 375 milliards de dollars US dans l'économie mondiale, chaque mois.

L'accès mondial et équitable à un vaccin, qui protégera en particulier les agents de santé et les personnes qui encourent le plus grand risque de contracter la maladie, constitue l'unique moyen d'atténuer l'impact de la pandémie en santé publique et au niveau économique.

Que propose le mécanisme COVAX ?

Fournir suffisamment de doses pour au moins 20 % de la population des pays, gérer activement un éventail diversifié de vaccins, distribuer les vaccins dès qu'ils sont disponibles, mettre fin à la phase aiguë de la pandémie, relancer les économies.

EN CAMPAGNE DE RIPOSTE CONTRE LA COVID-19 AU TOGO :

"Operation Lift-Up" fait don de 11.400 cache-nez aux élèves du septentrion

Face à la pandémie au nouveau corona virus, des actions multiformes sont initiées et mises en place par plusieurs organisations qui viennent en appui au lourd tribu que paie déjà l'Etat togolais dans cette lutte contre l'ennemi invisible. Au titre de ces entités morales, l'Association américaine "Operation Lift Up" installée au Togo bientôt deux ans, qui dans un élan humaniste, s'est lancé le mardi 02 et ce jusqu' au vendredi 05 mars de l'année courante, dans une vaste campagne de distribution de 11. 400 cache-nez artisanaux lavables destinés aux élèves de la partie septentrionale du Togo.



Elèves de l'école des AD de cinkassé revetus de nouveaux masques.



Elèves de l'EPP Lama Kpéda, revetus de nouveaux masques.

Il s'agit au total de douze établissements scolaires primaires publics et confessionnels, issus des localités de Cinkassé, Dapaong, Korbongou, dans la région des savanes, Kara et Bassar dans la région de la kara et Sokodé dans la région centrale, qui bénéficient du don de distribution gratuite de cache-nez en milieu scolaire.

Estimé à un cout de trois millions de francs cfa, ce don de cache-nez destiné au milieu scolaire vise, selon le représentant au Togo de l'association "Operation Lift-Up", Manzami-Esso Donso, à venir en aide et permettre aux enfants de la partie septentrionale du Togo de disposer des masques de rechanges pour se protéger efficacement en cette période où les cas de contamination au corona virus se multiplient.

" Depuis le mois de janvier dernier, nous avons été tous témoins de la flambée des cas dans la région des savanes, obligeant le gouvernement togolais a décrété progressivement un couvre-feu et ensuite un bouclage systématique de la préfecture de Tône.

Conscient des contaminations qui se multipliaient, nous avons jugé bon d'apporter notre contribution en vue de protéger les enfants qui sont une frange vulnérable

de la société ", a laissé entendre monsieur Manzami-Esso Donso.

Une occasion pour celui-ci de rappeler partout où lui et sa délégation sont passées, de rappeler aux uns et autres la nécessité du respect scrupuleux des mesures barrières, seule garantie à se préserver pour le moment et d'éviter la propagation de la maladie au sein des populations surtout en milieu scolaire.

Un geste qui n'a pas manqué de réjouir les élèves desdits établissements et particulièrement ceux de la région des savanes, zone la plus pauvre du Togo.

Dans les établissements scolaires touchés par cette campagne de distribution de cache-nez aux scolaires, les directeurs au nom des bénéficiaires ont exprimé leurs gratitude et reconnaissances à l'association donatrice pour cette œuvre sociale et humanitaire.

Pour Laré Tigben, directeur préscolaire de l'école primaire publique de Tantigou Peuhl, c'est un ouf de soulagement eu égard à la situation qu'a traversé la préfecture du Tône, le mois passé, précisant que : " Plusieurs enfants ne disposaient pas de cache-nez avant le don que nous avons reçu ce matin. Et pour les meilleurs, ils ne dispo-

saient que d'un seul cache-nez qui est trimbale tous les jours dans la poussière, sans rechange."

Notons que cette campagne de distribution gratuite de cache-nez en milieu scolaire se poursuit la semaine prochaine avec l'étape des régions des plateaux et maritime du pays.

Installée au Togo depuis juillet 2019, l'association "Operation Lift-Up", à travers ses diverses actions, entend contribuer à l'amélioration des conditions de vie socioéconomique et culturelle des populations à la base. N'étant pas à sa première action d'envergure nationale, il faut ajouter que l'association au temps fort de la pandémie entre mai et juin 2020, avait procédé à la distribution de près de 3500 kits alimentaires aux populations rurales très vulnérables du Togo. Aussi, ne manque-t-elle pas de participer activement aux côtés des populations rurales des préfectures de Haho, Tchaoudjo, Bassar, Kozah, Tône et Cinkassé, à améliorer le bien-être nutritionnel des enfants et favoriser le maintien de ceux-ci à l'école, à travers son programme intégré de cantine scolaire et de construction de forage dans les établissements en manque d'eau potable.

Legrand P.



Les tarifs de la Taxe sur les Véhicules à moteur (TVM)

MOTOCYCLETTES	
Cylindrée	Tarif (CFA)
Motos de plus de 125 cm ³	15 000 francs
Motos à trois (03) roues	40 000 francs
VÉHICULES AFFECTÉS AU TRANSPORT DE PERSONNES	
Puissance fiscale	Tarif (CFA) / an
Moins de 5 CV	5 000 francs
5 à 7 CV	10 000 francs
8 à 11 CV	15 000 francs
12 à 15 CV	30 000 francs
Camionnettes	20 000 francs
Autocars	30 000 francs
Autobus	30 000 francs
VÉHICULES AFFECTÉS AU TRANSPORT DE MARCHANDISES ET AUTRES	
Catégories	Tarif (CFA) / an
Camions de 3 à 6 tonnes	35 000 francs
Camions de 7 à 9 tonnes	40 000 francs
Camions de 10 à 12 tonnes	50 000 francs
Camions de plus de 12 tonnes	65 000 francs
Semi-remorque	35 000 francs
Tracteurs	35 000 francs

Les tarifs ci-dessus sont réduits de 50% pour les redevables de la TPU des transporteurs routiers.

La TVM est payable dans tous les centres des impôts sur toute l'étendue du territoire national et au guichet de l'OTR à la Direction des Transports Routiers et Ferroviaires (DTRF).

CHANGEMENTS CLIMATIQUES :

Les principales raisons qui expliquent les fortes chaleurs dans les nuits

La fraîcheur des nuits qui est censée garantir sommeil et repos aux populations togolaises n'est plus au rendez-vous depuis quelques mois. En lieu et place, ce sont de grosses vagues de chaleur intense qui se font ressentir. Comme solution, pour ceux qui n'ont pas les moyens d'investir dans un système de climatisation, nombreux-sont-ils à investir leurs cours ou leurs toits pour espérer profiter du peu de vent frais qui souffle, quitte à se frotter un tant soit peu avec quelques moustiques. Une situation qui perdurera jusqu'à la reprise des pluies, à en croire le directeur général de la météorologie nationale (DGMN), Latifou Issaou, qui a bien voulu nous donner deux raisons expliquant cette chaleur.

Chaleur, mousson et gaz à effet de serre : le cocktail détonnant !

La première raison évoquée par monsieur Latifou Issaou est tout d'abord les vents de mousson qui sont

chargés d'humidité et de chaleur. " Au cours de la nuit, ces vents provoquent une augmentation de la température minimale. C'est cette température minimale qui entraîne la

chaleur et qui embarrasse beaucoup les personnes âgées ainsi que les enfants pendant la nuit. Cette situation va persister jusqu'à fin-février, début-mars, lorsque les pluies



vont recommencer. C'est en ce moment que la chaleur va disparaître.", a-t-il expliqué en premier lieu.

La deuxième raison, poursuit-il, est sans doute les changements climatiques. "À Lomé on note

une augmentation des Gaz à Effet de Serre (GES) avec l'exemple du gaz carbonique qui entraîne l'effet de serre. Celui-ci entraîne le retour de la chaleur vers le sol.

Dans la journée, la terre emmagasine les rayons envoyés par le soleil. Et alors que dans la journée, ces rayons sont censés s'échapper dans la haute atmosphère, l'effet de serre l'en empêche et cette chaleur revient augmenter les températures nocturnes. D'où les plaintes des populations à cause de ces vagues de chaleur surtout la nuit."

Surveiller enfants et personnes âgées

Face à cette situation, les personnes âgées et les enfants sont souvent menacés. " Nous conseillons de surveiller particulièrement les personnes âgées et les enfants.", indique M. Latifou. Ceci parce que ces hausses de température peuvent causer l'asphyxie ou une forte déshydratation du corps pouvant être fatales pour ces catégories de personnes. A l'endroit de ces derniers, le directeur général de la météorologie nationale conseille qu'il est important de faire rincer le corps régulièrement et surtout de beaucoup boire de l'eau.

Source :vert-togo.com

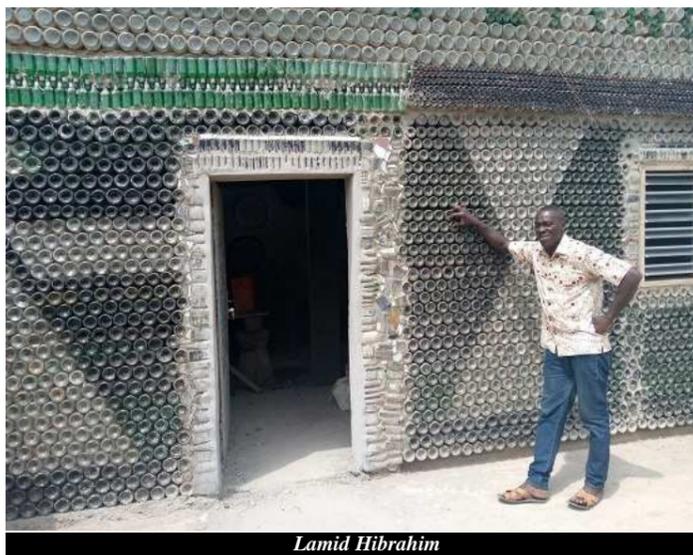
ENTREPRENEURIAT VERT :

Construire sa maison avec des déchets recyclés, la vision de Lamid Hibrahim

Bouteilles de bière ou en plastique, vieux pneus, boîtes de conserve, bidons de 25 litres pourraient-ils devenir les nouveaux matériaux de construction au Togo ? C'est ce que suggère Lamid Hibrahim, jeune défenseur de l'environnement qui a réalisé plusieurs bâtiments à base de déchets ramassés et réutilisés dans son centre de jeunes non loin des rails de Gbossimé, banlieue-ouest de Lomé, la capitale du Togo.

Là-bas, le jeune Lamid Hibrahim prône l'utilisation des déchets comme matériaux de construction selon les principes de l'économie circulaire. Son objectif, lutter contre la pollution due à l'usage des sachets plastiques et de certains objets qui se retrouvent dans la nature et ajouter une valeur commerciale significative à ces déchets.

" C'est l'usage des sachets noirs qui m'a poussé à me lancer dans la protection de l'environnement depuis 2016. C'est ainsi que de jour en jour je m'essayais à cette passion de faire de ces objets qui polluent nos rues, des matériaux de construction durables. Avec ce parc que nous avons mis sur pied ici à Gbonssimé, nous comptons sensibiliser les jeunes Togolais sur l'im-



Lamid Hibrahim

portance des déchets et de leur tri.", confie-t-il.

Avec ce désir de proposer des constructions faciles, rapides et peu onéreuses, Lamid Hibrahim a déjà réalisé une chambre avec des boîtes de conserve ainsi qu'une salle informatique avec des bidons de 25 litres remplis de sable. Il a également pensé protéger ces instal-

lations à l'aide d'un mur fait à partir des pneus recyclés.

" On est habitué à vivre avec nos déchets. Autant en faire quelque chose de bien. Si tout le monde pensait à donner une seconde vie aux déchets, notre ville même serait sans pollution. Ces bâtiments sont assez résistants et il y fait très bon vivre.

On peut tout construire avec des déchets. Les bidons prennent la contenance de la chaleur ambiante. C'est une construction normale que tout citoyen peut faire. Et nous sommes disposés à partager ce savoir-faire.", a-t-il affirmé.

La vision de Lamid Hibrahim est celle de former gratuitement tout jeune togolais désireux de développer leurs talents dans son domaine. Non seulement ils seront formés dans les métiers qui les passionnent, mais, ils seront également outillés en valorisation des déchets en biogaz.

" Notre objectif est de promouvoir le recyclage et donner une chance aux jeunes déscolarisés de suivre une formation. Nous sommes disposés pour tout appui afin de réussir ce challenge ", souligne Lamid Hibrahim.

Notons qu'en 2018, l'ambassade d'Allemagne au Togo l'avait déjà accompagné dans la construction d'un de ses immeubles en bouteilles plastiques.

Source :vert-togo.com



CAMPAGNE "UN ÉLÈVE, UNE IDENTITÉ"

LUNDI 22 FÉVRIER 2021

CÉRÉMONIE DE LANCEMENT A KARA

LOCALITÉ	DATE	HORAIRE	
KARA	22 FEV	09H	17H
	23 FEV	09H	15H
SOKODÉ	24 FEV	09H	17H
	25 FEV	09H	15H
ATAKPAMÉ	26 FEV	09H	17H
ANIÉ	27 FEV	09H	17H
TSÉVIÉ	01 MARS	09H	17H
	02 MARS	09H	17H

